



ALL OVER THE WORLD TO CHANGE IT!

INTERNATIONAL UNION OF SOCIALIST YOUTH

RESOLUTIONS – RESOLUCIONES - RÉSOLUTIONS

ONLY ONE RESOLUTION PER SHEET!
SOLO UNA RESOLUCIÓN POR HOJA!
UNE SEULE RÉSOLUTION PAR FEUILLE!

TITLE/ TITULO/ TITRE:	À propos du régime de Lukashenka
ORGANIZATION/ ORGANIZACIÓN/ ORGANISATION:	«Jeunes sociaux-démocrates - Maladaya Hramada» (MSD-MH)
COUNTRY/ PAÍS/ PAYS:	Belarus

LINE/ LÍNEA/ LIGNE:	RESOLUTION/ RESOLUCIÓN/ RÉSOLUTION
	<p>La République de Biélorussie est un État de droit démocratique et social. Depuis Alexander Lukashenka accédé au poste de président de la Biélorussie est dans une situation plan qui se déroule pour l'élimination des principes démocratiques et les libertés prévues par la Constitution de la République du Bélarus au peuple biélorusse. Avec les référendums des années 1996 et 2004, le président du Bélarus a reçu le pouvoir d'émettre des décrets et des ordonnances qui sont supérieurs à la loi par effet juridique; De nommer les ministres, le procureur général, les présidents de la Cour constitutionnelle et de la Banque nationale ainsi que d'autres postes clés de la République; À être réélu pour un nombre illimité de fois; Superviser personnellement les autorités exécutives pour assurer la verticale du pouvoir. Les résultats du référendum ne sont pas reconnus illégaux par l'OSCE, le Conseil de l'Europe et l'Union européenne.</p> <p>Avec l'aide d'une verticale rigide de pouvoir à tous les niveaux des élections sont truquées avec impunité. Après le référendum de 1996, toutes les élections en Biélorussie ne sont pas reconnues par la communauté internationale comme démocratiques et légales, de sorte que le Parlement ne constitue qu'un</p>



ALL OVER THE WORLD TO CHANGE IT!

INTERNATIONAL UNION OF SOCIALIST YOUTH

pouvoir agréable.

Les protestations sont brutalement supprimées par les forces de sécurité. Les opposants politiques et d'autres dirigeants depuis longtemps avaient été des prisonniers politiques, des centres indépendants des droits de l'homme reconnaissent l'existence de deux prisonniers politiques au Bélarus même maintenant.

Depuis l'élection du président Lukashenka, beaucoup de journaux d'opposition ont été fermés, les stations de radio et de télévision ont cessé de diffuser des nouvelles qui couvrent un point de vue de l'opposition sur la situation dans le pays. En 1999-2000, il ya eu des enlèvements et des meurtres des principaux opposants politiques de Loukachenka. Le KGB avait commencé à torturer des citoyens politiquement répréhensibles et à recruter des militants. La taille de la police a augmenté de trois fois, de sorte que le Bélarus est devenu un chef de file dans le monde dans le ratio des policiers au nombre de la population. Dans le pays, il y a une tendance active à la persécution de citoyens politiquement actifs dans toutes les institutions gouvernementales et publiques. Les activistes ont été licenciés de leur emploi ou exclus des écoles en permanence. Lukashenka émet des décrets et des ordonnances interdisant aux citoyens de participer à des rassemblements pacifiques sur les rues sans l'autorisation des autorités locales et d'être membre d'une organisation non enregistrée, contraire à la Constitution et à la CEDH, signée par le Belarus.

Le dernier problème urgent était le décret №3 (2015) qui oblige les chômeurs à payer «la compensation des dépenses publiques» constituant à l'heure actuelle plus de 130% du salaire minimum. Le décret contredit également la Constitution du Bélarus, les normes internationales et provoquer des manifestations massives dans le pays.

En raison de la corruption et de la politique économique arriérée de Lukashenka, le Bélarus est actuellement à la deuxième place du classement des pays les plus pauvres d'Europe. Il augmente le risque de révolution spontanée dans le pays.

En relation avec ce qui précède, nous demandons:

- Le juge Lukashenka et ses collaborateurs par les lois de la République;
- Libérer les prisonniers politiques;
- Renvoyer la version de la Constitution biélorusse de 1994;
- Abroger toutes les lois adoptées après le référendum de 1996;
- Tenir des élections libres démocratiques et des réformes démocratiques en Biélorussie.

KINDLY NOTE THAT THE LATEST DEADLINE FOR SUBMITTING RESOLUTIONS TO THE IUSY SECRETARIAT IS TUESDAY 28th FEBRUARY AT 23:59 CET. RESOLUTIONS MUST BE SENT TO COUNCIL@IUSY.ORG.



ALL OVER THE WORLD TO CHANGE IT!

INTERNATIONAL UNION OF SOCIALIST YOUTH

TENGAN EN CUNETA QUE LA FECHA LIMITE PARA PROPONER RESOLUCIONES AL SECRETARIADO DE IUSY ES EL 28 DE FEBRERO A LAS 23.59 CET. LAS RESOLUCIONES SE DEBEN ENVIAR A COUNCIL@USY.ORG.

NOTER QUE LA DATE LIMITE POUR PROPOSER DES RÉSOLUTIONS À SECRETARIAT DU IUSY ESTE FIXÉ AU 28 FEVRIER À 23:59 CET. RÉSOLUTIONS DOIVENT ETRE ENVOYÉ À COUNCIL@IUSY.ORG.